

REPUBLIQUE DE CÔTE
D'IVOIRE

COUR D'APPEL DE
COMMERCE D'ABIDJAN

TRIBUNAL DE COMMERCE
D'ABIDJAN

RG N° 4254/2018

JUGEMENT
CONTRADICTOIRE du
10/01/2019

Affaire

Mutuelle des Douanes de
Côte d'Ivoire en abrégé
MUDCI

(la SCPA Oré-Diallo-Loa &
Associés)

Contre

Banque Nationale
d'Investissement-Gestion
dite BNI-Gestion

(Maître Josiane KOFFI)

DECISION :

Contradictoire

Donne acte à la Mutuelle des
Douanes de Côte d'Ivoire en
abrégé MUDCI de son
désistement d'instance ;

Dit que l'instance est éteinte ;

Met les entiers dépens de
l'instance à la charge de la
Mutuelle des Douanes de
Côte d'Ivoire en abrégé
MUDCI.

AUDIENCE PUBLIQUE ORDINAIRE DU 10 JANVIER 2019

Le Tribunal de Commerce d'Abidjan, en son audience publique du jeudi dix janvier deux mil dix-neuf tenue au siège dudit Tribunal, à laquelle siégeaient :

Madame **TOURE AMINATA épouse TOURE**, Président du Tribunal ;

Messieurs KOFFI YAO, N'GUESSAN BODO JOAN-CYRYLLE, ALLAH KOUAME, N'GUESSAN GILBERT, DAGO ISIDORE, ALLAH-KOUAME YAO, Assesseurs ;

Avec l'assistance **Maître N'ZAKIRIE PAULE EMILIE épouse EKLOU**, Greffier ;

A rendu le jugement dont la teneur suit dans la cause entre :

Mutuelle des Douanes de Côte d'Ivoire en abrégé MUDCI, mutuelle sociale régie par le règlement n°07/2009/CM/UEMOA en date du 26 juin 2009 portant réglementation de la mutualité sociale au sein de l'UEMOA, dont le siège social se situe à Abidjan Commune du Plateau, immeuble de la Direction Générale des Douanes place de la République, BP V 25, tel: 20-32-01-88/07-23-54-10/01-07-50-60/08-11-38-97/07-47-36-26/01-04-71 -71, prise en la personne de son représentant légal, Monsieur Traoré Dohia Mamadou, Président du Conseil d'Administration de ladite mutuelle ;

Demanderesse, représentée par la **SCPA Oré-Diallo-Loa & Associés**, Avocats à la cour d'Appel d'Abidjan, Angle Avenue Marchand Boulevard Clozel, Immeuble GYAM, 7ème étage, porteD7, Tél : 20-21-65-24 / fax : 20-33-56-20 ;

d'une part ;

Et

Banque Nationale d'Investissement-Gestion dite BNI-Gestion, Société Anonyme au capital de 500 000 000 FCFA, RCCM CI-ABJ-2008-B-2640-NCC 1104713W-AGREMENT SG/08002 du CREPMF, dont le siège social se situe à Abidjan Commune du Plateau, avenue Lamblin, immeuble Belle rive, 14ème étage, 01 BP 670 Abidjan 01, tel : 20-31-22-71/72, fax :



20-31-22- 74, email : bni.gestion@bni.ci , prise en la personne de son représentant légal ;

Défenderesse représentée par **Maître Josiane KOFFI-BREDOU**, Avocat à la Cour, 04 BP 150 Abidjan 04, Plateau, tel : 20 22 85 48, Fax : 20 22 94 93, Email : cabinetjkb@aviso.ci, Plateau, Angle 31 Boulevard de la République, immeuble AVS (EX SCIA) N°9-6eme Etage Porte 65, Face au Stade Félix Houphouet BOIGNY;

D'autre part ;

Enrôlée le 13 décembre 2018 pour l'audience du 27 décembre 2018, l'affaire a été appelée puis renvoyée au 10 janvier 2019 pour les observations de la défenderesse sur la forme ;

Advenue cette audience, la demanderesse a déclaré se désister de son instance et le Tribunal a rendu le jugement dont la teneur suit :

LE TRIBUNAL

Par exploit d'huissier du 10 décembre 2018 la **Mutuelle des Douanes de Côte d'Ivoire en abrégé MUDCI** a assigné la **Banque Nationale d'Investissement-Gestion dite BNI-Gestion** à comparaître le 27 décembre 2018 devant la juridiction en la salle ordinaire des audiences sis au Palais de Justice de ladite ville;

Au soutien de sa demande, la MUDCI sollicite de la juridiction de céans, d'une part, d'ordonner des mesures conservatoires relatives à l'exécution du protocole du 17 septembre 2014, et d'autre part, la condamnation de la BNI GESTION à des dommages et intérêts pour inexécution de son obligation de faire ;

A l'audience du 10 janvier 2019, la Mutuelle des Douanes de Côte d'Ivoire en abrégé MUDCI a déclaré se désister de l'instance.

SUR CE

Aux termes de L'article 52 du code de procédure civile, commerciale et administrative dispose ; « *Jusqu'à l'ordonnance de clôture, la demanderesse peut se désister de son action ou de l'instance sous réserve de l'acceptation des autres parties.*

Après l'ordonnance de clôture, aucune conclusion, à l'exception de celles aux fins de désistement, ne pourront être déposées, ni aucune pièce communiquée ou produite aux débats, à peine

d'irrecevabilité desdites conclusions ou pièce prononcée d'office par le Tribunal ».

La demanderesse a déclaré en l'espèce se désister de l'instance ;

La défenderesse n'y ayant opposée aucun refus, il convient dès lors, de donner acte à la demanderesse de son désistement d'instance, de dire que l'instance est éteinte et de mettre les dépens à sa charge ;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, contradictoirement et en premier ressort;

Donne acte à la Mutuelle des Douanes de Côte d'Ivoire en abrégé MUDCI de son désistement d'instance ;

Dit que l'instance est éteinte ;

Met les entiers dépens de l'instance à la charge de la Mutuelle des Douanes de Côte d'Ivoire en abrégé MUDCI.

Ainsi fait, jugé et prononcé publiquement les jours mois et an que dessus.

ET ONT SIGNE LE PRESIDENT ET LE GREFFIER.



NS W 28 28 04

D.F: 18.000 francs

ENREGISTRE AU PLATEAU

Le **11 AVR 2019**
REGISTRE A. J. Vol. **115** F° **39**
N° **596** Bord. **235/98**

REÇU : Dix huit mille francs

**Le Chef du Domaine, de
l'Enregistrement et du Timbre**

affirmata